

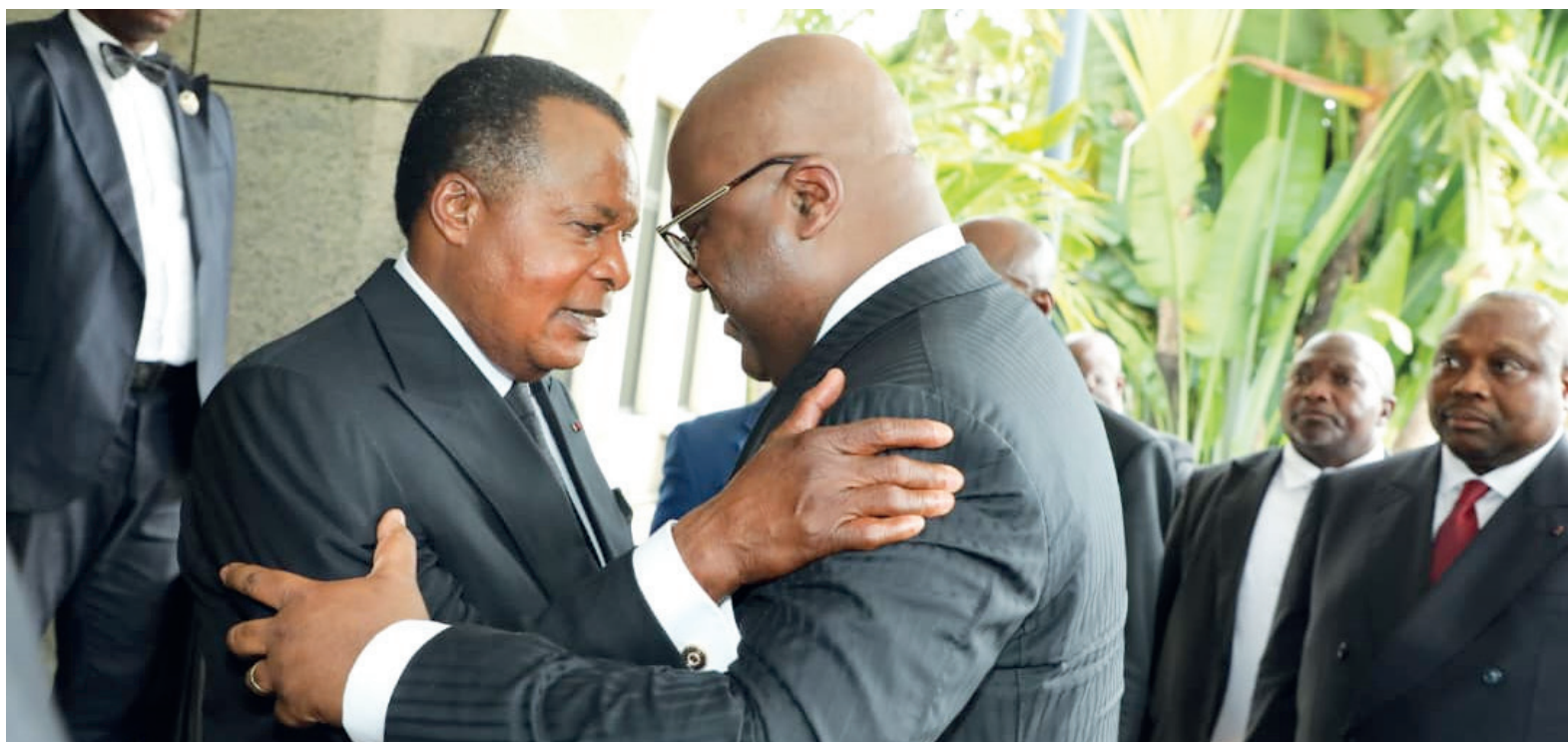


CONGO - RDC

Denis Sassou N'Guesso échange avec Félix Tshisekedi

Le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, a effectué un séjour éclair à Brazzaville, le mardi 14 octobre, où il a été accueilli par son homologue Denis Sassou N'Guesso. Les deux chefs d'Etat ont eu un entretien en tête-à-tête à la Résidence du Plateau sans faire de déclaration à la presse. Brazzaville et Kinshasa sont liées par des accords de coopération et échantent régulièrement sur les questions bilatérales, la situation à l'Est de la RDC et dans la région des Grands Lacs.

Rencontre des deux chefs d'Etat à Brazzaville



SALUBRITÉ

Adoption d'une politique nationale d'assainissement



Le ministre de l'Assainissement urbain, à droite, lors de l'adoption de la politique nationale

Le ministère chargé de l'Assainissement urbain vient de se doter, à l'issue de son adoption hier, d'une politique nationale (2026-2030) destinée à réduire les maladies liées à l'insalubrité et à la protection de l'environ-

nement face aux enjeux climatiques. Ce plan qui est plus qu'un simple document technique s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'une des recommandations de la conférence sur l'assainissement urbain en République du Congo. Il vise l'atteinte des objectifs de développement durable ainsi que la transformation économique et sociale du pays.

Éditorial
En vigueur

PATN

Un bilan à mi-parcours peu satisfaisant

Dans un bilan à mi-parcours du Projet d'accélération de la transformation numérique (PATN) présenté à la Banque mondiale, un des partenaires financiers dudit projet, le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, a révélé que sur 76 sites répertoriés pour abriter les points de connexion Internet 4G au profit de la popu-

lation, seuls 20 d'entre eux sont opérationnels. Au cours d'une rencontre avec une délégation du Groupe de la Banque mondiale conduite par Heri Andrianasy, le ministre a promis de tout mettre en œuvre pour que le plus grand nombre de Congolais se connecte en temps réel d'ici à la fin du projet fixée à fin décembre 2027.

MADAGASCAR

Andry Rajoelina destitué par l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale malgache a voté hier la destitution du président Andry Rajoelina à une large majorité (130 sur 163 députés). Le chef de l'État avait prononcé plus tôt la dissolution de l'Assemblée nationale. Dans la foulée, des militaires ralliés à la contestation ont dit prendre le contrôle du pays. « On va prendre le pouvoir à partir d'aujourd'hui et on dissout le Sénat et la Haute cour constitutionnelle », a déclaré le colonel Randrianirina. Contesté par les manifestants menés par le collectif Gen Z, en colère contre



les coupures d'eau et d'électricité récurrentes, le président déchu s'est exilé dans un pays qu'il n'a pas encore révélé.

ÉDITORIAL

En vigueur

La mesure visant à organiser les baccalauréats technique et général à la même date entrera en vigueur cette année scolaire 2025-2026. Les ministres en charge de ces deux sous-secteurs de l'éducation l'ont confirmé lors de la ronde qu'ils ont effectuée le 1er octobre.

L'objectif visé est d'empêcher les candidats de s'inscrire simultanément aux deux examens comme cela a souvent été le cas. L'année passée, nombre d'élèves ont en effet postulé dans des localités différentes alors que les épreuves se déroulaient presque simultanément.

Les administrateurs du système éducatif ont perçu dans cette manœuvre une tentative de tricherie, car les candidats concernés se présentent à un examen et se font représenter à un autre. Une pratique frauduleuse qui non seulement dévalorise le diplôme, mais discrédite également l'autorité compétente.

Pour l'entrée en vigueur de cette mesure, des accommodations sont cependant indispensables. Il pourrait en effet se poser le problème du nombre de centres d'examens disposés à accueillir l'ensemble des candidats aux deux baccalauréats devant passer les épreuves au même moment. Une équation à équilibrer le plus tôt possible.

Les Dépêches de Brazzaville

DIGITALISATION

Vingt points d'accès internet haut débit déjà opérationnels dans l'arrière-pays

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'accélération de la transformation numérique (PATN), soixante-seize sites avaient été répertoriés à travers le pays, pour abriter les points de connexion internet haut débit au profit de la population. A ce jour, vingt d'entre eux sont déjà opérationnels, a indiqué le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, à l'issue d'une séance de travail avec une délégation de la Banque mondiale (BM) qui finance le projet.

Le ministre Léon Juste Ibombo et la délégation du groupe de la BM, conduite par Heri Andrianasy, ont fait la revue à mi-parcours du projet PATN, en exécution depuis deux ans. Hormis les défaillances mineures à corriger, les deux parties ont débattu du projet de connectivité du pays à Internet haut débit. A ce propos, il en est ressorti que sur les soixante-seize sites identifiés à travers le pays, vingt sont totalement achevés, et déjà opérationnels, au profit de la population. Donnant l'information, le ministre n'a pas fourni de détails sur les lieux, les localités et les départements où sont installés ces points d'accès internet. Il a toutefois assuré que les travaux de mise en œuvre des cinquante-six sites restants sont suffisamment avancés. Ils pourront être mis en service d'ici à la fin de l'année.

« A la date d'aujourd'hui, soixante-seize sites de connectivité ont été construits et équipés à travers le pays. Dans ce nombre, vingt sont déjà connectés à l'internet haut débit, pour permettre à la population de l'hinterland de se connecter en temps réel. Mais



Le ministre Léon Juste Ibombo s'entretenant avec la délégation de la BM/Adiac

notre objectif est d'accélérer le processus afin que l'ensemble de ces soixante-seize points d'accès soit connecté à l'internet 4G, afin que le plus grand nombre de nos concitoyens se connecte en temps réel », a-t-il précisé.

Le ministre a saisi la balle au bond pour faire le point à la BM de l'état d'avancement de la stratégie 20-30 du Congo en matière du numérique. Léon Juste Ibombo a fait comprendre à la délégation que le texte a été déjà approuvé et se trouve présentement sur la table du secrétariat général du gouvernement pour examen.

Le document sera ensuite trans-

mis au chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, pour approbation par décret. Une fois qu'il sera entériné, le Congo bénéficiera des financements conséquents pour sa mise en œuvre.

Co-financé par la BM et l'Union européenne, à hauteur de 100 millions de dollars américains, le PATN vise à améliorer l'accès à l'internet à haut débit pour la population mal desservie, et à renforcer les capacités du gouvernement en matière de services publics numériques. En exécution pendant deux ans, le projet prendra fin au mois de décembre.

Firmin Oyé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/ Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION
Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO – MAQUETTE
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL
Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES
Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION
Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE
Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS
Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbenguét Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC
Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

SÉCURITÉ AÉRIENNE

Adoption du plan de formation triennale des personnels techniques des États de la Cémac

Le neuvième comité de direction de l'Agence de supervision de la sécurité aérienne en Afrique centrale (Assa-AC), qui se tient du 14 au 15 octobre à Brazzaville, sous la houlette de Serge Florent Dzota, directeur général de l'Agence nationale de l'aviation civile (Anac), validera les volumes 1 et 2 du manuel de formation de la communauté ainsi que le plan de formation triennale des personnels techniques des États de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac).

« Ces documents sont d'une importance capitale pour le renforcement des capacités opérationnelles des différents acteurs en charge de la sécurité aérienne dans nos États. La Cémac des peuples que nous voulons doit être aussi celle d'une meilleure connectivité de ses citoyens, des biens et services, tous trois vecteurs d'une intégration à réussir. Et cette intégration est en marche dans le domaine dont nous avons la charge, car depuis le 16 août de l'année en cours, la Cémac dispose désormais de règlements communs de la sécurité aérienne en matière d'aviation civile », a indiqué Eugène Apombi, directeur général de l'Assa-AC. La présente session se tient en prélude du comité des ministres des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande qui analyse et prépare les délibérations techniques. Les membres du comité de direction examineront aussi les documents de fonctionnement de l'Assa-AC afin de s'assurer de leur pertinence et de l'émission des avis cohérents devant aider les ministres à la prise des décisions. Ils s'attèleront aussi à préparer au mieux les délibérations du comité des ministres à la revue des résolutions et décisions des deux dernières réunions passées, celle du 4 octobre 2024 et l'autre du 4 juin 2025. En ce qui concerne les ré-



Les membres du comité de direction de l'Assa-AC/Adiac

glements communautaires, il sera également présenté le règlement sur les événements de sécurité devant venir renforcer l'arsenal du système réglementaire. Pour les membres du comité de direction, le challenge majeur de l'année à venir demeure la conduite des formations initiales lancées cette année avec l'école de formation de l'Assa-AC dont la rentrée scolaire est prévue pour le dernier mois de cette année. « Quant aux formations continues, le processus suit son cours avec l'établissement de relations contractuelles avec les différents centres de formation et nous réitérons ici notre engagement à la mise en œuvre de toutes les formations programmées », a commenté le directeur général de l'Assa-AC.

Migrations des États vers la réglementation communautaire 2026 sera l'année de lancement des migrations des États vers la réglementation communautaire. Les sessions de vulgarisation de ladite réglementation vont se poursuivre avec déjà la Centrafrique. Pour la barrière linguistique de la Guinée équatoriale, il sera signé très prochainement un protocole d'entente avec l'autorité de l'aviation civile espagnole qui va accompagner la vulgarisation des règlements dans cet État, leur traduction en langue espagnole et même la recherche des formateurs. Par ailleurs, l'État du Cameroun s'est déjà résolument lancé sur la voie de la transition réglementaire et a exhorté les autres États à lui emboîter le pas. Au moment

où se tient ce comité de direction, les difficultés persistent encore dans le financement de l'Assa-AC, la contribution égalitaire des États, le mécanisme de collecte des statistiques, de facturation et de recouvrement de la redevance de sécurité aérienne régionale. « Les demandes de régularisation du mécanisme demandé par le comité de direction ont été mises en œuvre. Celles-ci devront à coup sûr s'estomper, avec la signature prochaine d'un protocole d'accord de recouvrement comme le demande la décision instaurant ladite redevance. En revanche, la ministre Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, en charge des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, à la tête

du comité des ministres, aura désormais la charge de poursuivre l'œuvre de l'opérationnalisation de notre agence qui doit aider nos États à l'atteinte des objectifs mondiaux de sécurité fixés par l'Organisation de l'aviation civile internationale », a affirmé Eugène Apombi, directeur général de l'Assa-AC. D'autres défis importants demeurent pour l'Assa-AC, à savoir la nécessité d'un financement durable des activités de l'Agence, l'harmonisation effective des procédures de certification et de surveillance, ainsi que la modernisation des infrastructures et des ressources humaines dans certains États. « Depuis la dernière session, l'Assa-AC a poursuivi avec détermination la mise en œuvre de son plan stratégique de développement avec des résultats tangibles. Le renforcement des capacités des inspecteurs et experts nationaux, la consolidation du système régional de supervision et de partage d'informations, l'accompagnement technique des États membres dans la préparation aux audits et la promotion d'une culture régionale de sécurité à travers les missions d'assistance et les formations conjointes », a souligné Serge Florent Dzota, président du comité de direction de l'Assa-AC.

Fortuné Ibara

JUSTICE

Des présumés trafiquants de produits de faune comparaissent à Impfondo

Les audiences portant sur les affaires liées à la délinquance faunique se tiendront les 15 et 16 octobre, respectivement au Tribunal d'Owando, dans le département de la Cuvette, et à celui d'Impfondo, dans le département de la Likouala.

La première affaire prévue ce 15 octobre à Owando concerne un présumé délinquant faunique interpellé le 29 novembre 2024 dans la même localité. Il avait été pris en flagrant délit de détention, circulation et tentative de commercialisation de trois pointes d'ivoire, représentant deux éléphants tués, espèce animale intégralement protégée par la loi. Il aurait ramené ces pointes d'ivoire d'Etoumbi, sous-préfecture du département de la Cuvette-Ouest. Cette ivoire a été gardée en toute discrétion à Owando par le présumé délinquant faunique en vue de la vendre.

La seconde audience, attendue le 16 octobre à Impfondo, concerne une dame interpellée le 25 août dernier. Elle est poursuivie pour des délits de détention, circulation et tentative de commercialisation de deux peaux de panthères, d'une quantité importante d'écailles et griffes de pangolin dans la localité. Les interpellations de ces deux présumés délinquants fauniques avaient été conjointement réalisées par les services de la gendarmerie nationale ainsi que ceux des eaux et forêts, appuyés techniquement par



Des écailles de pango et des peaux de panthères/Adiac

le Projet d'appui à l'application de la loi sur la faune sauvage. Les prévenus s'exposent à des peines allant

jusqu'à cinq ans d'emprisonnement ferme maximum, assortis d'une amende dont le plafond est de cinq millions

FCFA pour chacun, suivant la loi. Signalons que l'ivoire, les peaux de panthère et les écailles de pangolin sont des trophées provenant d'une espèce animale intégralement protégée en République du Congo par la loi 37-2008 du 28 novembre 2008 sur la faune et les aires protégées. Ainsi, le trafic de produits fauniques met à mal la lutte pour la protection des espèces animales en voie d'extinction. La disparition des espèces comme l'éléphant, la panthère, le pangolin constitue un danger pour la biodiversité.

F.I.



VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

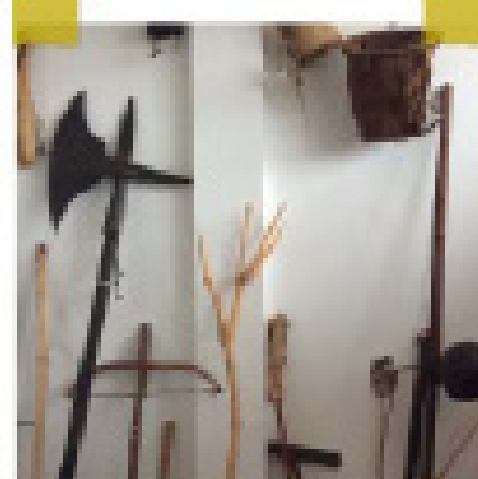
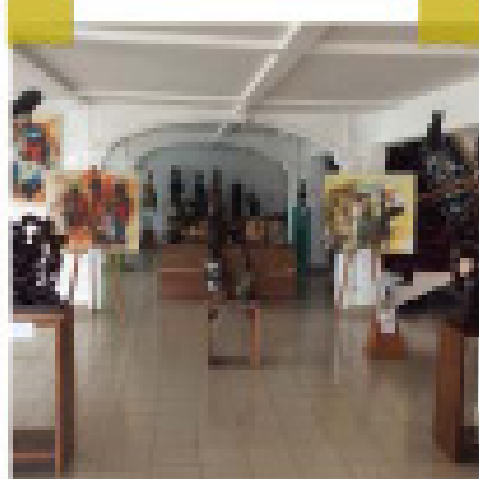
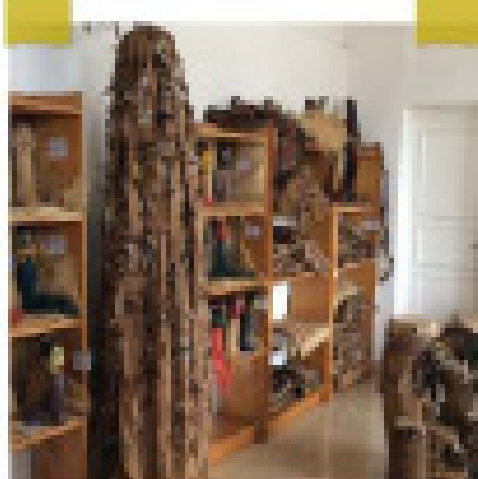
L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
MODERNITÉ

Expositions et projections :

- ✓ Sculptures
- ✓ Peintures
- ✓ Céramiques
- ✓ Musique

Horaires d'ouvertures :

Du Lundi au
Vendredi : **9H-17H**
Samedi : **9H-13H**



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo

DISTRICT DE MOUYONDZI

Des jeunes filles édifiées sur les missions du Conseil consultatif de la femme

A la faveur de la célébration, le 11 octobre de chaque année de la Journée internationale de la jeune fille, Clara Mathurine Ossete Moukietou Yenni, secrétaire exécutive du Conseil consultatif de la femme, a effectué une descente dans le district de Mouyondzi, département de la Bouenza, afin de sensibiliser les jeunes femmes de ce district aux missions et au rôle de cette structure. Elle a saisi l'occasion pour les édifier sur la campagne Octobre rose et remettre des kits scolaires dans les écoles primaires des villages Kolo, Kimboulankaya et Soulou.

Clara Mathurine Ossete Moukietou Yenni a rencontré plus de 400 femmes et des notables venus de tous les quartiers de Mouyondzi-centre. Elle a présenté le rôle et les missions du Conseil consultatif de la femme tout en insistant sur son importance dans la vie politique et sociale du pays. Ce Conseil qu'elle a la charge de diriger, a-t-elle dit, est un organe constitutionnel chargé d'émettre des avis au président de la République sur la condition féminine et de proposer des mesures pour promouvoir l'intégration des femmes au développement. Il œuvre également dans la promotion de l'égalité des chances et l'autonomisation féminine.

La secrétaire exécutive du Conseil consultatif de la femme a insisté auprès de l'auditoire que cette structure est un organe de représentation et de promotion des droits des femmes au Congo. Elle a exprimé



sa gratitude envers le président de la République, Denis Sassou N'Guesso,

filles, à écouter leurs besoins et à porter leurs aspirations auprès des hautes

Clara Mathurine Ossete Moukietou Yenni avec les femmes et notables de Mouyondzi/Adiac consultatif de la femme ». Elle a profité de l'occasion pour inviter les femmes de

le cadre du mois d'Octobre rose. Dans les villages Kolo, Kimboulankaya et Soulou, elle a remis des kits scolaires et des enveloppes financières aux élèves des écoles primaires avant d'édifier les jeunes filles sur le rôle et les missions de son institution. Pour elle, ce geste visait à encourager la scolarisation des filles, soutenir les enseignants et alléger les charges des familles vulnérables.

Guillaume Ondze

« Cette sensibilisation a permis de faire connaître et de renforcer la visibilité du Conseil consultatif de la femme »

pour son soutien constant aux politiques en faveur des femmes. Clara Mathurine Ossete Moukietou Yenni a réaffirmé la détermination du Conseil à rester proche des femmes et des jeunes

instances du pays.

Au terme des rencontres, elle a estimé que « Cette démarche de sensibilisation a permis de faire connaître et de renforcer la visibilité du Conseil

Mouyondzi à s'enrôler sur les listes électorales.

Dans la même dynamique, Clara Mathurine Ossete Moukietou Yenni a sensibilisé son auditoire au dépistage du cancer du sein dans

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.ledepochebrazzaville.fr

SOUDAN

62 millions de dollars pour reconstruire les infrastructures essentielles

La Banque africaine de développement (BAD) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont signé, le 7 octobre dernier à Nairobi, un accord de don de 62 millions de dollars en faveur du Soudan. L'enveloppe vise à reconstruire les infrastructures sociales essentielles dans les régions du pays affectées par le conflit, et restaurer les services de base pour plus de deux millions de bénéficiaires.

Dans un contexte de crise humanitaire et d'instabilité prolongée au Soudan, la BAD et l'OIM se sont engagées à appuyer la reconstruction du pays, notamment dans les infrastructures des États d'Al Jazira, Nil fluvial, Sennar et Nil Blanc. Baptisé Projet intégré de réhabilitation des infrastructures du secteur social au Soudan, ce programme concerne la réhabilitation de vingt établissements de santé ; vingt centres de formation professionnelle et soixante systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement.

Cette initiative devrait bénéficier directement à quelque 2,15 millions de personnes, en redonnant accès aux soins de santé, à l'éducation professionnelle et à des ressources essentielles comme l'eau potable. Elle cible particulièrement les communautés les plus vulnérables, qui sont touchées de plein fouet par le conflit armé.

Mais au-delà de la reconstruction physique, l'initiative met



Dans la banlieue de Lamab, au sud-ouest de Khartoum, les ouvriers déblayent les décombres des maisons criblées de balles, ramassent les arbres tombés et réparent les lignes électriques endommagées. © Crédit photo : Ebrahim Hamid/AFP

également l'accent sur le renforcement des capacités locales. Dans cette optique, plus de 1 000 agents techniques du gouvernement et 6 000 membres des communautés, dont 50 % de femmes, recevront des formations sur la gestion des infrastructures. En outre, un

système d'information sur le marché du travail sera mis en place afin d'améliorer l'employabilité des jeunes, un enjeu crucial pour le relèvement économique et social du pays.

La cheffe de Bureau pays pour le Soudan de la BAD, Mary Monyau, a salué la collaboration

avec l'OIM, qu'elle considère comme un modèle d'action conjointe dans des contextes fragiles. «Ce projet est une planche de salut pour les communautés du Soudan. Il reflète l'engagement indéfectible de la Banque à soutenir le relèvement, la résilience et

la dignité humaine. Combiner les ressources, l'expertise et la compassion pour produire un impact réel là où les besoins se font le plus sentir », a-t-elle affirmé.

De son côté, le chef de mission de l'OIM à Port-Soudan, Mohamed Refaat, a souligné l'importance de cette initiative pour l'avenir des jeunes soudanais et les opportunités qu'offre l'initiative. «Nous sommes fiers de ce partenariat avec la BAD et impatients de lancer les activités de renforcement des capacités qui offriront de nouvelles opportunités aux jeunes », a déclaré ce responsable humanitaire. Cet accord de don s'inscrit, précisons-le, dans la stratégie décennale 2024-2033 de la BAD, axée sur la résilience économique et le développement du capital humain. Il contribue également à la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable des Nations unies.

Fiacre Kombo

ALIMENTATION

La FAO plaide pour le renforcement des systèmes agraires à l'échelle mondiale

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) rassemble, du 13 au 17 octobre à Rome, en Italie, des acteurs clés du secteur agroalimentaire pour discuter des enjeux de la sécurité alimentaire et des solutions durables.

Le Forum mondial de l'alimentation représente un moment essentiel pour aborder les défis que rencontrent les systèmes agroalimentaires à l'échelle mondiale, en mettant l'accent sur l'innovation et en favorisant le dialogue entre gouvernements, organisations internationales, chercheurs et acteurs du secteur privé. Initiatrice du forum, la FAO entend faire de cet événement un catalyseur pour le changement, en présentant des solutions concrètes et en facilitant les échanges entre les acteurs du changement.

Quelques jours avant l'ouverture de ce forum, la FAO a lancé un appel mondial à contributions pour les meilleures pratiques et innovations en matière de transformation durable de l'élevage. Ces contributions devraient démontrer leur mise en œuvre réussie à grande échelle et présenter des technologies ou des systèmes susceptibles d'améliorer l'efficacité et la durabilité tout au long de la filière agroalimentaire. L'appel à reconnaissance est ouvert aux institutions, organisations internationales et régionales, établissements universitaires et de recherche, groupes de la société civile ainsi qu'aux organisations du secteur privé.

F.K.

PORTS AFRICAINS

Émergence contrastée, l'Afrique centrale à la traîne

Le rapport IPPC 2025 de la Banque mondiale et de S&P Global Market Intelligence, qui évalue l'efficacité de 403 ports à conteneurs dans le monde, met en lumière une émergence portuaire contrastée sur le continent africain.

Si Port-Saïd (Égypte) et Tanger Med (Maroc) s'imposent parmi les ports les plus performants au monde (respectivement 3e et 5e), l'Afrique centrale, notamment le Cameroun avec les ports de Douala et de Kribi, brille par son absence du Top 250 mondial. Ce classement, fondé sur le temps d'escale des navires, souligne le rôle stratégique croissant des ports dans les chaînes logistiques mondiales et la compétitivité commerciale des États. Tandis que certains pays africains, comme le Sénégal, la Somalie ou Madagascar, améliorent leur performance grâce à des investissements ciblés, des partenariats internationaux et une digitalisation accrue, d'autres stagnent, voire régressent. En Afrique centrale, les retards s'expliquent par un déficit de gouvernance portuaire, une connectivité logistique insuffisante, une instabilité sécuritaire persistante, et l'absence d'une stratégie

régionale coordonnée. Malgré ses infrastructures modernes, Kribi, censé devenir un hub régional, reste sous-utilisé. Douala, pour sa part, souffre de congestion, de lenteurs administratives et d'un manque de modernisation. À l'échelle géopolitique, l'Afrique centrale manque une occasion historique de capter les flux déviés de la mer Rouge, laissant le champ libre à des puissances logistiques comme le Maroc, l'Égypte, les Émirats arabes unis ou la Turquie, de plus en plus présentes sur les côtes africaines.

En conclusion, le rapport révèle une Afrique logistique à deux vitesses, où la maîtrise de la performance portuaire devient un levier de souveraineté économique et un outil d'influence géostratégique. Pour l'Afrique centrale, le réveil logistique est urgent si elle souhaite jouer un rôle dans la reconfiguration des échanges mondiaux.

Noël Ndong

MADAGASCAR

Andry Rajoelina a quitté le pays

Le président malgache, Andry Rajoelina, 51 ans, a quitté le pays dans la soirée du 12 octobre, après le ralliement d'une partie de l'armée aux manifestants de la Gen Z.

Après une escale sur l'île de La Réunion, le président malgache serait arrivé à Dubaï, le 13 octobre dans la matinée. Dans la soirée, il a déclaré se trouver « en lieu sûr », après avoir été victime d'une tentative d'assassinat.

« Via une page Facebook de passionnés d'aviation qui s'appelle "Madagascar aviation", on en sait un peu plus sur les déplacements du président Rajoelina. Il est parti à bord de son hélicoptère, depuis le palais présidentiel, vers l'île de Sainte-Marie, à l'Est du pays, où l'attendait un avion militaire français », a rapporté la correspondante de RFI dans le pays.

« Le transbordement a duré quelques minutes tout au bout de la piste d'atterrissage. Personne n'a vu le président monter dans l'avion militaire et il a pu, grâce à l'armée française, rejoindre l'île de La Réunion. Là, un autre avion l'attendait. C'est un jet privé de la compagnie allemande Vistajet qui a conduit le président à Dubaï, où il est arrivé ce lundi matin », a ajouté la même source.

« Je ne confirme rien aujourd'hui », a répondu à ce sujet depuis l'Égypte le président français, Emmanuel Macron, disant sa « grande préoccupation » pour Mada-



Le président malgache, Andry Rajoelina

gascar. Dans la soirée, Andry Rajoelina s'est exprimé en direct sur Facebook, déclarant qu'il se trouvait dans un « lieu sûr », après avoir été victime d'une tentative d'assassinat. « J'ai été contraint aujourd'hui de trouver un lieu sûr pour protéger ma

vie. Malgré tout cela, je continue sans relâche à chercher des solutions », a déclaré Andry Rajoelina, sans toutefois préciser où il se trouvait. « Il n'y a qu'une seule issue pour résoudre ces problèmes, c'est de respecter la Constitution en

vigueur dans le pays », a affirmé le président malgache, rejetant de fait les appels à la démission du mouvement de contestation né le 25 septembre. Élu en 2018, puis réélu en 2023 pour un mandat de cinq ans lors d'un scrutin boycotté par l'opposition, Andry Rajoelina, englué dans la crise politique qui secoue Madagascar, n'a pu faire diffuser son allocution par la télévision publique TVM après l'arrivée d'un « groupe de soldats armés » au siège de la chaîne.

Dans un communiqué, le Conseil de sécurité de l'Union africaine a rejeté catégoriquement toute tentative de changement anticonstitutionnel du gouvernement dans le pays. Il a exhorté toutes les unités des forces armées malgaches à « s'abstenir de toute ingérence dans les affaires politiques ».

Yvette Reine Boro Nzaba

PRÉSIDENTIELLE AU CAMEROUN

Le pays dans l'attente des résultats

Au lendemain de l'élection présidentielle du 12 octobre, qui a vu émerger un duel entre le président camerounais Paul Biya, et son ancien ministre, Issa Tchiroma Bakary, des militants de chaque camp revendiquent la victoire. Les résultats définitifs ne seront pas publiés avant deux semaines.

« Nous demandons à tous de respecter les résultats issus des urnes dans chaque bureau de vote. C'est le seul que nous accepterons », a souligné Issa Tchiroma Bakary, alors que des opposants craignent des fraudes favorisant Paul Biya, réélu avec plus de 70% depuis plus de vingt ans.

Les autorités n'ont communiqué ni le chiffre de participation, ni la date prévue de publication des résultats qui doivent être proclamés avant le 26 octobre par le Conseil constitutionnel. Dans le pays, les activités ont repris leur cours dans la capitale, même si des forces de sécurité ont été déployées à certains carrefours stratégiques.

Des partisans des deux camps respectifs commencent déjà à revendiquer leur victoire en ligne. Des

messages de félicitations ont même été adressés à Tchiroma Bakary, notamment par la coalition de partis Union pour le changement 2025 qui l'avait désigné comme candidat consensuel de l'opposition mi-septembre, mais aussi d'Ateki Saxton qui avait

une approche statistique de cette victoire ». Il affirme que Tchiroma a « un lead dans la quasi-majorité des régions au Cameroun ».

Dans la région du Nord, un vivier électoral important, dont le candidat Issa Tchiroma est originaire, des affron-

tements entre partisans et forces de l'ordre ont éclaté dimanche soir. S'il est autorisé de rendre publics les procès-verbaux de chacun des bureaux de vote, il est en revanche illégal de proclamer le résultat du vote avant le Conseil constitutionnel. « C'est la ligne rouge à ne pas franchir », a réitéré

le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, lors d'une conférence de presse, à l'issue d'une élection qui s'est déroulée selon lui « sans incident majeur ». En 2018, lors de la dernière présidentielle, Maurice Kamto, arrivé deuxième du

emprisonnés.

Par ailleurs, selon le code électoral, toute contestation du scrutin doit être adressée « dans un délai maximum de 72 heures à compter de la date de clôture du scrutin ». Mais les résultats risquent bien de ne pas être connus d'ici là : en 2018, les autorités électorales les avaient annoncés deux semaines après le vote.

Des citoyens, soucieux de « surveiller leur vote », ont assisté aux dépouillements dans certains bureaux du pays à leur fermeture dimanche. Les images de procès-verbaux et de tableaux noirs sur lesquels étaient reportés les résultats des dépouillements ont largement circulé sur les réseaux sociaux, alimentant les revendications de victoire de l'un ou l'autre des protagonistes du duel de tête.

Y.R.B.Nz.

« Nous demandons à tous de respecter les résultats issus des urnes dans chaque bureau de vote. C'est le seul que nous accepterons »

MTN CONGO OFFRE UNE SOLUTION SOLAIRE DURABLE A L'HOPITAL DE TALANGAI

Brazzaville, 29 septembre 2025 — Sous le haut patronage de Monsieur Mohammed RUFAI, Président Exécutif de la Fondation MTN et Directeur Général de MTN Congo, s'est tenue ce vendredi la cérémonie officielle de remise d'un système d'électrification photovoltaïque à l'hôpital de référence du district sanitaire de Talangaï.



Directrice Exécutive de la Fondation

La cérémonie, marquée par la présence du Directeur de l'hôpital, des cadres et agents du centre, a célébré une avancée majeure dans l'amélioration des infrastructures sanitaires grâce à l'engagement citoyen de MTN Congo. Le système solaire, financé intégralement par la Fondation MTN, permettra d'alimenter durablement trois services clés : le laboratoire, la pédiatrie et le service d'infographie.

Un engagement pour l'environnement et la santé

Dans un contexte national marqué par des défis persistants en matière d'accès à l'électricité, cette initiative vise à garantir la continuité des soins dans des secteurs critiques tout en réduisant la dépendance aux énergies fossiles. Le choix de l'énergie solaire s'inscrit dans une démarche écologique, contribuant à la réduction de l'empreinte carbone et à la lutte contre le changement climatique.

« En investissant dans l'énergie solaire, nous faisons le choix d'un avenir plus propre. Ce projet est une démonstration concrète de notre engagement

pour un Congo plus vert, plus résilient et plus équitable », a déclaré Monsieur Mohammed RUFAI.

Une empreinte sociale durable

Au-delà de son impact environnemental, ce projet reflète l'engagement profond de MTN Congo envers les communautés congolaises. En améliorant les conditions de prise en charge des patients, notamment les enfants et les personnes vulnérables, MTN Congo renforce l'accès équitable à des soins de qualité. « Nous croyons que la technologie, lorsqu'elle est guidée par des valeurs humaines, peut transformer des vies. Ce système solaire est plus qu'un équipement : c'est une promesse d'espoir pour les communautés », a ajouté le Directeur Général.

Une vision portée par les femmes leaders

Présente à la cérémonie, Madame Vanessa TSOUMA, Directrice exécutive de la Fondation, a salué l'initiative en ces termes : « L'engagement de MTN Congo en faveur des énergies renouvelables est

une réponse concrète aux enjeux de notre époque. À travers la Fondation, nous investissons dans des solutions durables qui améliorent la vie des populations tout en protégeant notre environnement. Ce projet à Talangaï est une illustration parfaite de notre vision : allier innovation, responsabilité et impact social ».

La voix des bénéficiaires

Monsieur Firmin EYIKILI, Directeur dudit hôpital s'est exprimé en ces termes : « Au nom de tout le personnel de l'hôpital de Talangaï, je tiens à exprimer notre profonde gratitude à MTN Congo et à sa Fondation pour ce don précieux. L'installation de ce système photovoltaïque marque un tournant dans notre capacité à offrir des soins

l'équipe de MTN pour avoir placé l'humain au cœur de l'innovation ».

Un partenariat public-privé exemplaire

La réalisation de ce projet, estimé à 35 millions de francs CFA, a été rendue possible grâce à une collaboration étroite entre MTN Congo, le Ministère de la Santé et de la Population, et la direction de l'hôpital de Talangaï. Ce partenariat incarne une vision partagée d'un développement inclusif et durable, centré sur les besoins réels des populations.

À propos de la Fondation MTN Congo

Créée en 2007, la Fondation MTN est le bras social de l'entreprise MTN



Président exécutif de la Fondation MTN

de qualité, en particulier dans les services critiques comme la pédiatrie et le laboratoire. Ce geste témoigne d'un engagement sincère envers la santé publique et le bien-être de nos communautés. Merci à Monsieur Mohammed RUFAI pour sa vision, et à toute

Congo. Elle œuvre dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'inclusion numérique et du développement communautaire, en alignement avec les objectifs de développement durable de l'ONU.



MAROC

Construction d’une usine de moteurs d’avions

Le roi Mohammed VI a lancé, le 13 octobre, le chantier de construction d’un complexe aéronautique dédié aux moteurs d’avions, à Nouaceur, dans la région de Casablanca-Settat. Réalisés par le groupe français Nafran, les travaux du complexe sont estimés à 3,5 milliards de dirhams (Environ 382 millions de dollars américains).

La réalisation de l’usine aéronautique, qui intègre les politiques du royaume visant la mise en place progressive d’une chaîne de valeur intégrée, entre désormais dans sa phase de mise en œuvre. Le complexe comporte une usine d’assemblage et de tests de moteurs Safran, d’une capacité de 350 unités par an. Une seconde usine prévue sera quant à elle spécialisée dans la maintenance et la réparation de moteurs Leading Edge Aviation Propulsion (LEAP). Utilisés pour la propulsion de l’Airbus A320neo et du Boeing 737 MAX, les modèles LEAP sont conçus et produits par CFM International, une coentreprise entre Safran Aircraft Engines (France) et GE Aerospace (États-Unis). Ce projet censé générer près de 900 emplois positionnera le Maroc parmi les rares pays africains abritant une unité de production de moteurs d’avions. Sur ce même segment, l’amé-



ricain Pratt & Whitney projette également de s’installer dans le royaume chérifien. Il a signé à cet effet, en décembre 2023, un accord d’investissement de 715 millions de dirhams. Le projet de Safran complètera plusieurs autres installations formant l’écosystème aéronautique du Maroc, notamment des unités de production de câblage, de pièces de rechange et de composants divers, des plateformes de maintenance-réparation et des centres de formation du personnel navigant et technique. Selon les données officielles, l’industrie marocaine de la construction aéronautique est, entre autres, composée de plus de 150 entreprises, dont les processus de production intègrent jusqu’à 40 % de composants locaux. Elle concentre plus de 24 000 emplois hautement qualifiés. En 2024, le chiffre d’affaires à l’export du secteur a atteint 26,4 milliards de dirhams.

Fiacre Kombo

IN MEMORIAM



Le temps qui passe ne peut effacer l’amour d’un Père.
15 octobre 2021 – 15 octobre 2025, voici 4 ans jour pour jour que l’Eternel rappela auprès de lui notre papa Alain Gustave Angombo (Le vieux AGA).
En cette date de triste anniversaire, les enfants Angombo, la veuve et les familles prient tous ceux qui l’ont connu à avoir une pensée pieuse en sa mémoire.
Des messes d’actions de grâces sont dites mercredi 15 octobre 2025 en la paroisse Saint-Jean-Baptiste, Cathédrale et Jésus-Resuscité à 6h 10mn.
Un Papa ne s’oublie pas.

NÉCROLOGIE



Les enfants et petits-enfants Athys Aripo, la famille Marie Ampha, Mrs Mongo Michel et Obame Ben ont le profond regret d’informer les amis et connaissances du décès de leur fille, soeur, tante et mère Sandrine Romarithe Ntsai Atipo (Hello), survenu le lundi 13 octobre 2025 à Rabat au Maroc.
La veillée mortuaire se tient au N° 7 de la rue Lessia à NKombo (4e ruelle après les 2 stations Total).
La suite du programme vous sera communiquée ultérieurement.



TOUTE L'ACTUALITÉ DU BASSIN DU CONGO

▶ EN VIDÉO

☎ (+242) 06-929-4505

✉ info@adiac.tv

📍 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville, République du Congo

www.adiac.tv



SOUDAN DU SUD

Près de 890 000 personnes affectées par les inondations

Près de 890 000 personnes au Soudan du Sud ont été affectées par les inondations, soit plus du double du nombre recensé il y a trois semaines, a déclaré lundi un porte-parole de l'ONU.

Farhan Haq, porte-parole adjoint du secrétaire général des Nations unies, a indiqué lors d'un point de presse quotidien que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Ocha) a signalé la poursuite des inondations dans tout le pays en raison de fortes pluies et de la montée du niveau des eaux du Nil.

La grande majorité des personnes affectées se trouvent dans les Etats de Jonglei et d'Unity, et près d'un tiers d'entre elles ont été déplacées et cherchent refuge sur des terrains plus élevés, a-t-il indiqué.

Les inondations ont causé des dégâts aux habitations, aux cultures, aux écoles, aux installations de santé, aux routes et à d'autres infrastructures essentielles, compliquant davantage l'accès humanitaire, selon lui.

« Malgré ces défis, l'ONU et ses partenaires humanitaires continuent d'assurer une aide humanitaire qui sauve des vies, en fournissant des



abris, de la nourriture et du soutien nutritionnel, une aide en espèces, ainsi que des services

de santé, d'eau et d'hygiène », a ajouté M. Haq, précisant que des sacs de sable et d'autres matériels

de lutte contre les inondations sont également distribués. Au 13 octobre, le plan de

réponse aux besoins humanitaires du Soudan du Sud en 2025, qui vise à mobiliser 1,7 milliard de dollars américains pour venir en aide à 5,4 millions de personnes, n'est financé qu'à hauteur de 30%, ce qui entrave la capacité à intensifier les interventions d'urgence, à déployer à l'avance des fournitures et à maintenir les opérations de manière prolongée, selon le porte-parole

« Malgré ces défis, l'ONU et ses partenaires humanitaires continuent d'assurer une aide humanitaire qui sauve des vies, en fournissant des abris, de la nourriture et du soutien nutritionnel, une aide en espèces, ainsi que des services de santé, d'eau et d'hygiène »

GUINÉE

Près de 5 000 personnes mortes d'un cancer sur plus de 6 000 malades

Près de 5 000 personnes sont mortes d'un cancer en Guinée sur plus de 6 000 malades détectés dans le pays du 1er janvier au 30 septembre, a déclaré lundi à Conakry le médecin et coordinateur du Comité national de lutte contre le cancer, Bangaly Traoré.

Les cancers du sein, du col de l'utérus, du foie, de la prostate et ceux touchant les enfants figurent parmi les pathologies les plus fréquentes dans les structures sanitaires du pays, aussi bien en milieu urbain que rural, a ajouté le Dr Traoré, qui s'exprimait à l'occasion du lancement d'une campagne de sensibilisation des populations sur le cancer. C'est face à cette préoccupante situation que le Comité national de lutte contre le cancer a lancé ladite campagne pour informer les populations sur les méthodes de dépistage et la prise en charge des cas de cancer, a-t-il expliqué, soulignant la nécessité de détecter précocement la maladie en vue d'offrir aux patients de fortes chances de guérison.

NIGER

369 ex-combattants réinsérés dans la vie socio-professionnelle

Au total, 369 ex-combattants repentis ont été réinsérés dans la vie socio-professionnelle lors d'une cérémonie qui s'est tenue lundi au centre d'accueil et de réhabilitation de Hamdallaye, une localité de l'ouest du Niger.

Ces combattants, 307 hommes, 21 femmes et 41 enfants, ont reçu à l'issue de la cérémonie des kits d'activités génératrices de revenus afin de faciliter leur retour à la vie civile.

La cérémonie, parrainée par le ministère de l'Intérieur, s'inscrit dans le cadre de la politique intégrée et souveraine

de désarmement, de démobilisation, de réintégration et de prise en charge de la reddition des personnes associées aux groupes armés.

« La présente cérémonie illustre concrètement l'exécution fidèle de cette mission nationale, celle de donner à ceux qui ont choisi de déposer les armes

« La présente cérémonie illustre concrètement l'exécution fidèle de cette mission nationale, celle de donner à ceux qui ont choisi de déposer les armes une seconde chance et de les accompagner vers une réinsertion digne et durable dans la société »

poser les armes une seconde chance et de les accompagner vers une réinsertion digne et durable dans la société », a expliqué le gouverneur de la région de Tillabéri, Maina Boukar, qui présidait la cérémonie. « Ce choix courageux témoigne non seulement de la volonté politique du Niger de préserver son indépendance stratégique, mais aussi de sa détermination à garantir la sécurité et la paix sur l'ensemble du territoire national, sans dépendre de l'agenda d'autrui », a-t-il ajouté

PAIX ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE

Le Forum de Lomé a tracé quatre axes d'action concertée

La deuxième édition du Lomé Peace and Security Forum (LPSF) s'est achevée dimanche soir dans la capitale togolaise par une déclaration finale appelant à une compréhension globale des défis sécuritaires en Afrique et à une action concertée fondée sur une approche intégrée.

Placée sur le thème «L'Afrique face aux défis sécuritaires complexes : comment renforcer et rendre durables la paix et la stabilité dans un monde en mutation ?», la rencontre a réuni plusieurs personnalités de haut niveau, parmi lesquelles des chefs d'Etat, des ministres, des universitaires et des experts venus d'Afrique, d'Europe, d'Amérique et d'Asie.

La déclaration finale articule l'action concertée autour de quatre axes principaux : la mise en œuvre de mesures opérationnelles essentielles, le renforcement

de l'autonomie stratégique du continent face aux rivalités géopolitiques internationales, la construction d'une paix durable garantissant stabilité et prospérité partagée sur l'ensemble du continent, ainsi que l'intégration des nouvelles technologies et des acteurs sociaux dans la consolidation de la paix.

Elle met notamment l'accent sur la situation dans la région des Grands Lacs, en proie à une crise persistante entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, sur les défis liés à l'intelligence artificielle en matière de paix, de sécurité et de développement, ainsi que sur la participation accrue des jeunes et

la prise en compte de leurs perspectives dans les processus de paix en Afrique.

S'agissant de l'autonomie stratégique du continent, les participants au Forum de Lomé ont invité les pays africains à renforcer leur indépendance dans la mobilisation des ressources et le financement de la défense et

de la sécurité, en privilégiant les sources endogènes.

« Nous exhortons les Etats africains à envisager, à la lumière des évolutions mondiales, une relecture des accords de défense afin d'assumer pleinement leur souveraineté », ont-ils souligné dans la déclaration finale.

Le Forum a été organisé à l'initiative du gouvernement togolais, avec le soutien du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), dans le cadre des efforts africains visant à consolider la paix et à bâtir une sécurité collective durable.

Xinhua

« Nous exhortons les Etats africains à envisager, à la lumière des évolutions mondiales, une relecture des accords de défense afin d'assumer pleinement leur souveraineté »



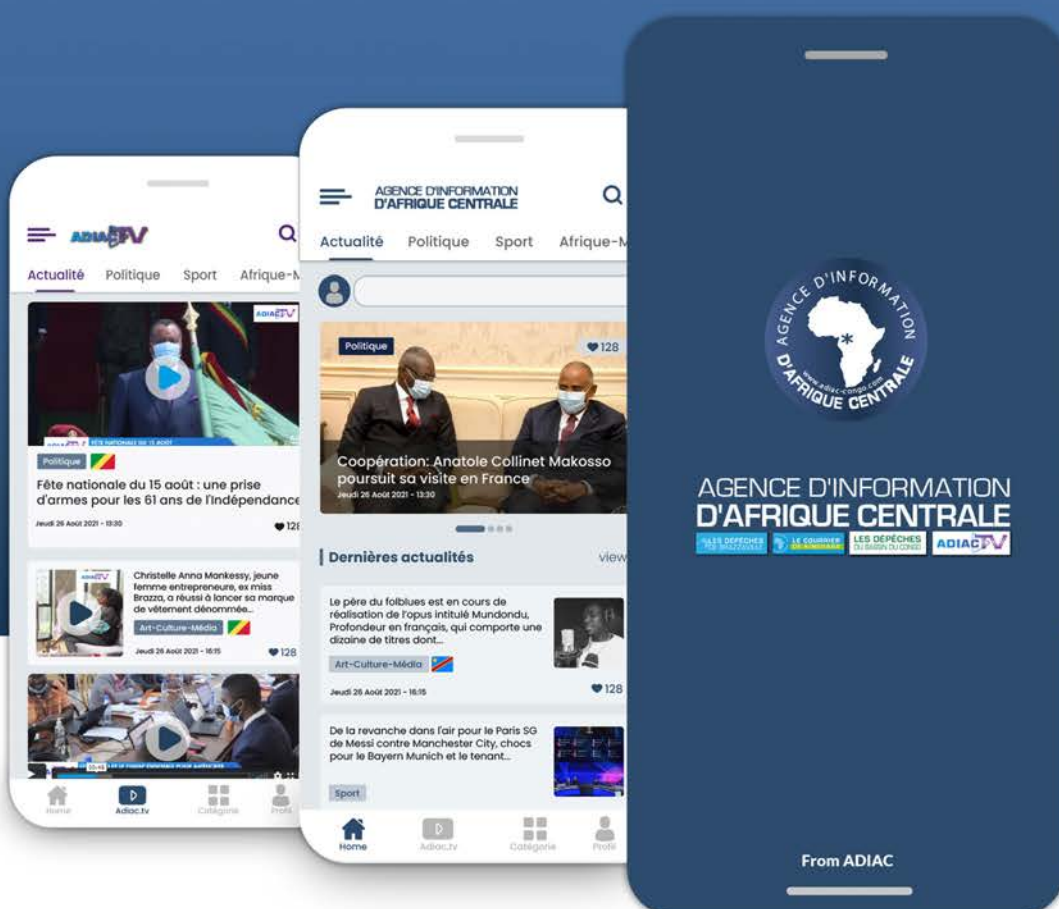
AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE LE COURRIER DE KINSHASA LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO ADIAC TV

**TELECHARGEZ
L'APPLICATION
MOBILE
ADIAC CONGO**



Scannez le QR code
pour télécharger
l'application



KASAÏ CENTRAL

De nouveaux centres de traitement d'Ebola ouverts dans la province

Le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévoyance sociale, le Dr Samuel Roger Kamba, a ouvert récemment à Bulape, au Kasaï central, de nouveaux centres de prise en charge des patients affectés par la maladie à virus Ebola.

Dans le cadre de la riposte en cours contre la maladie à virus Ebola dans la province du Kasaï central, des nouveaux centres ont été conçus et mis en place grâce à la collaboration entre le gouvernement congolais et ses partenaires techniques et financiers. Le ministre de la Santé a félicité les équipes de riposte pour les efforts consentis, soulignant que la situation épidémiologique s'est nettement améliorée.

Cette visite ministérielle s'est inscrite également dans une démarche de solidarité nationale. Le représentant du gouvernement central a tenu à réaffirmer le soutien du chef de l'État et de l'ensemble du pays à la population de Bulape et à toutes les zones touchées. Samuel Roger Kamba a rappelé que Bulape joue un rôle crucial non seulement pour la République démocratique du Congo, mais aussi



Un centre de traitement d'Ebola nouvellement construit./DR

pour la communauté internationale. « Bulape protège aujourd'hui le pays contre la propagation du virus Ebola, mais aussi le monde entier contre une menace sanitaire globale », a-t-il assuré.

Au terme de sa mission à Bulape, l'épicentre d'Ebola, le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévoyance sociale a pris trois décisions majeures, à savoir la construction d'une in-

frastructure de santé moderne dans cette localité, apte à assurer une prise en charge durable et efficace; le soutien aux personnes guéries d'Ebola, dont certaines ont perdu leurs proches et leurs soutiens familiaux; et, enfin, l'appui à la communauté locale, notamment à travers les chefs coutumiers, pour renforcer la cohésion et la résilience collective.

Blandine Lusimana

APPEL À CANDIDATURES

Les AJA encouragent les projets des jeunes leaders

Les Awards de la jeunesse africaine (AJA) invitent les jeunes âgés de 15 à 39 ans, résidant sur le continent ou dans la diaspora, ayant déjà un projet existant avec des résultats concrets, de postuler à l'initiative panafricaine novatrice conçue pour célébrer, soutenir et promouvoir leurs talents.

Les AJA mettent à l'honneur les jeunes leaders porteurs de projets dans les différents domaines stratégiques, notamment l'entrepreneuriat, l'innovation technologique, la culture, le sport et l'éducation. Ces projets transforment leur environnement et participent à bâtir une Afrique plus forte, plus autonome et plus innovante. Si vous avez un projet à fort impact, déposez votre candidature jusqu'au 30 octobre sur cette adresse : <https://candidatures.awardsja.com/fr> et bénéficiez d'un accompagnement sur mesure pour amplifier son rayonnement; profiter d'une visibilité panafricaine et internationale; intégrer un réseau d'excellence de jeunes leaders engagés dans la transformation du continent.

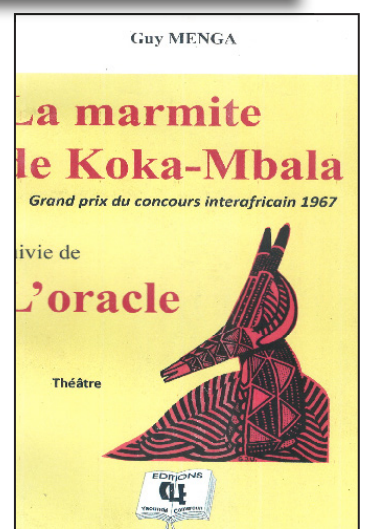
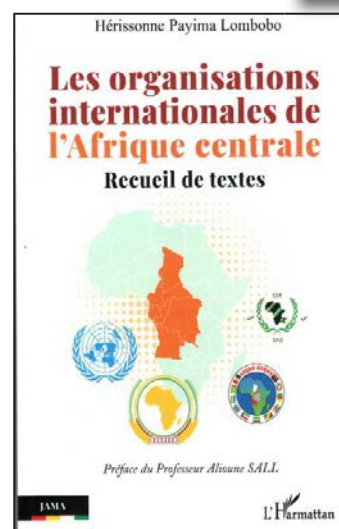
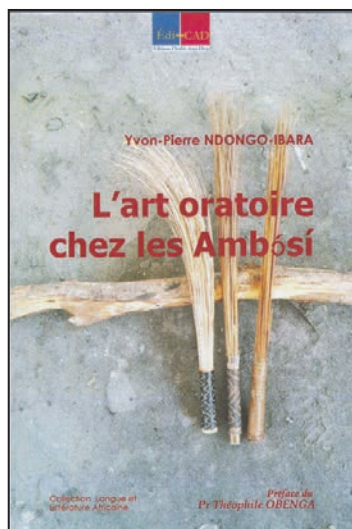
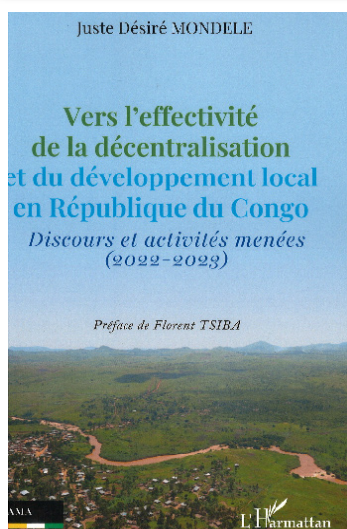
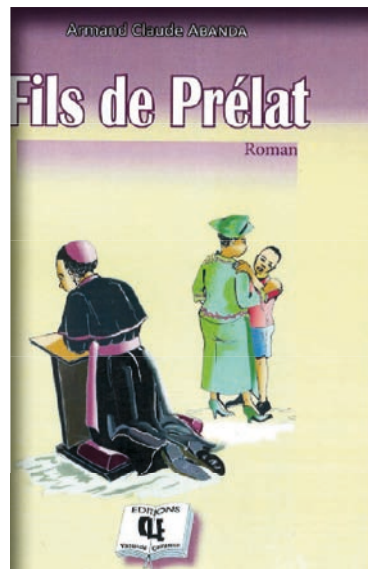
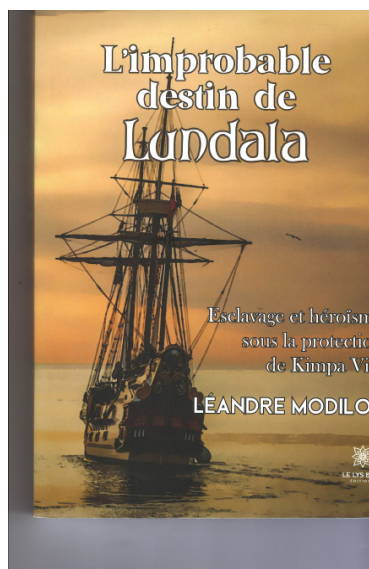
Les candidats et candidates seront évalués par un comité d'experts qui sélectionnera les lauréats sur l'impact des projets soumis à travers cinq catégories distinctes : éducation/citoyenneté, entrepreneuriat, environnement/santé, intelligence artificielle/nouvelles technologies, culture/sport.

Les AJA offrent une plateforme unique pour révéler le potentiel extraordinaire de la jeunesse africaine. Ils ont pour objectifs de valoriser l'excellence africaine en mettant en avant des jeunes dont les projets et initiatives impactent positivement le continent; d'encourager l'innovation et la créativité dans des secteurs stratégiques pour le développement durable de l'Afrique; de créer un réseau panafricain de jeunes leaders capables de transformer leurs idées en actions concrètes pour l'avenir de l'Afrique; de faciliter l'accès aux opportunités à travers des partenariats stratégiques avec des entreprises, des institutions et des mentors influents.

Rosalie Tsiankolela Bindika



EN VENTE





LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE
CLASSIQUE

AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL
POUR VOS MANIFESTATIONS

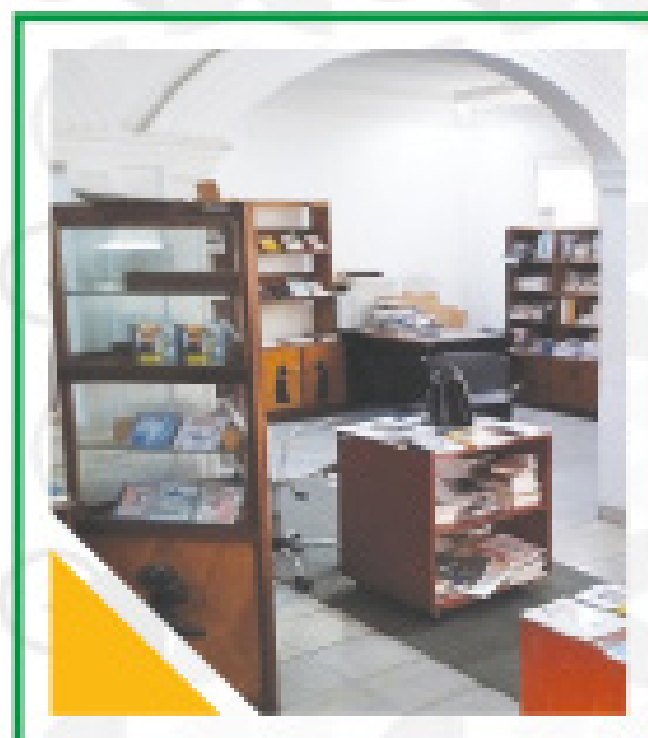
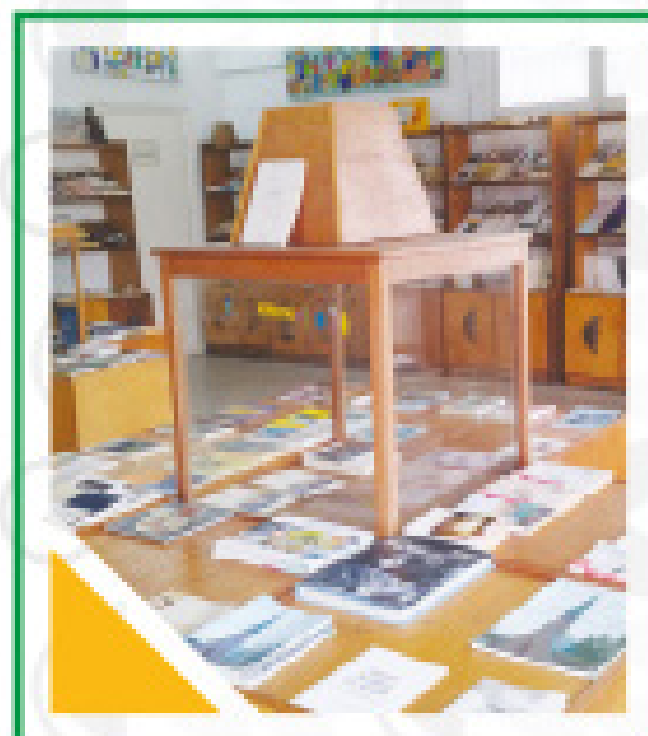
- ☒ Présentation des ouvrages
- ☒ Conférences-débats
- ☒ Dédicaces
- ☒ Émissions Télévisées
- ☒ Ateliers de lecture et d'écriture



HORAIRES
D'OUVERTURE

Du lundi au
vendredi **9H-17H**

Samedi **9H-13H**



Adresse : B4 Bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

SPORT DE CONTACT

L'école du combat corps-à-corps s'installe à Brazzaville

L'organisation non gouvernementale Globus a organisé, le 13 octobre dans le gymnase du lycée de la Révolution, à Brazzaville, un grand camp d'entraînement afin de lancer officiellement les activités et la formation sur le combat corps-à-corps, un sport russe qui mélange plusieurs arts martiaux.

Autour d'un tatami plein de jeunes athlètes congolais accompagnés des entraîneurs et grands maîtres russes, la cérémonie de lancement du combat corps-à-corps a permis à l'assistance de comprendre non seulement son historique mais aussi ses caractéristiques. Selon l'un des coaches, Anastacia Aliochina, ce sport est né dans les services spéciaux et depuis plusieurs années, il est pratiqué par la population civile avec la mise en place de la fédération internationale en 2006. Actuellement, 65 pays sont membres de cette organisation et les compétitions internationales sont organisées régulièrement.

« Le championnat d'Afrique s'est tenu récemment au Maroc et nous voulons vraiment réunir les gens à travers ce sport, en République du Congo. Le combat corps-à-corps mélange plusieurs styles puisqu'il fait la fusion des sports comme le karaté, le taekwondo, le judo et autres. Les statistiques prouvent que les jeunes congolais sont vraiment engagés dans l'apprentissage de ce sport », a expliqué le grand maître et entraîneur de l'équipe nationale de Russie, Sergueï Machuline.

L'école de combat qui se situe dans l'enceinte du gym-



Les apprenants sur le tatami/Adiac

nase du lycée de la Révolution est ouverte à tous et souhaite recevoir plusieurs pour les former. « Tout se passe bien et nous apprenons dans de bonnes conditions puisque l'adhésion est gratuite. Ce sport russe nous ouvre vraiment l'esprit. Le dynamisme des entraîneurs nous oblige à nous don-

ner à fond car plusieurs d'entre nous pratiquaient déjà les arts martiaux », a indiqué un apprenant.

La fondatrice de l'association Globus, Yulia Berg, a salué la bonne coopération entre la Fédération de Russie et la République du Congo qui continue de se développer. Nos chefs d'Etat organisent réguliè-

rement des réunions de travail et les domaines de coopération sont de plus en plus nombreux : non seulement la haute technologie, l'éducation, la science, mais aussi la culture, le sport et bien d'autres. Nous voyons que le combat corps à corps est très populaire à Brazzaville, à la fois en tant que sport et en tant que mé-

thode d'autodéfense efficace. Les entraîneurs russes, qui représentent les meilleures traditions de notre sport, organisent des cours tous les jours. La formation se déroule ici, au lycée de la Révolution, avec le soutien de l'association Globus, a-t-elle indiqué.

D'origine russe, le combat corps-à-corps est déjà pratiqué dans plusieurs pays. Il allie sport et culture russe. A travers Globus, les responsables de ce sport militent pour qu'il soit reconnu mondialement ainsi que comme une discipline olympique. Globus représente la communauté internationale et développe un certain nombre de projets éducatifs en République du Congo.

Rude Ngoma

« Tout se passe bien et nous apprenons dans de bonnes conditions puisque l'adhésion est gratuite.

Ce sport russe nous ouvre vraiment l'esprit.

Le dynamisme des entraîneurs nous oblige à nous donner à fond car plusieurs d'entre nous pratiquaient déjà les arts martiaux »

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle **Malongat Wouberikela Kimya Tehilla**. Je désire désormais être appelée **Malongat Kimya Tehillah**.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (03) mois.

On m'appelle **Ngataly El Naslev Marya Desia Simplicia**.

Je désire être appelée **Ngatali El Naslev Maria Desia Simplicia**.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois (3) mois.

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



ASSAINISSEMENT URBAIN

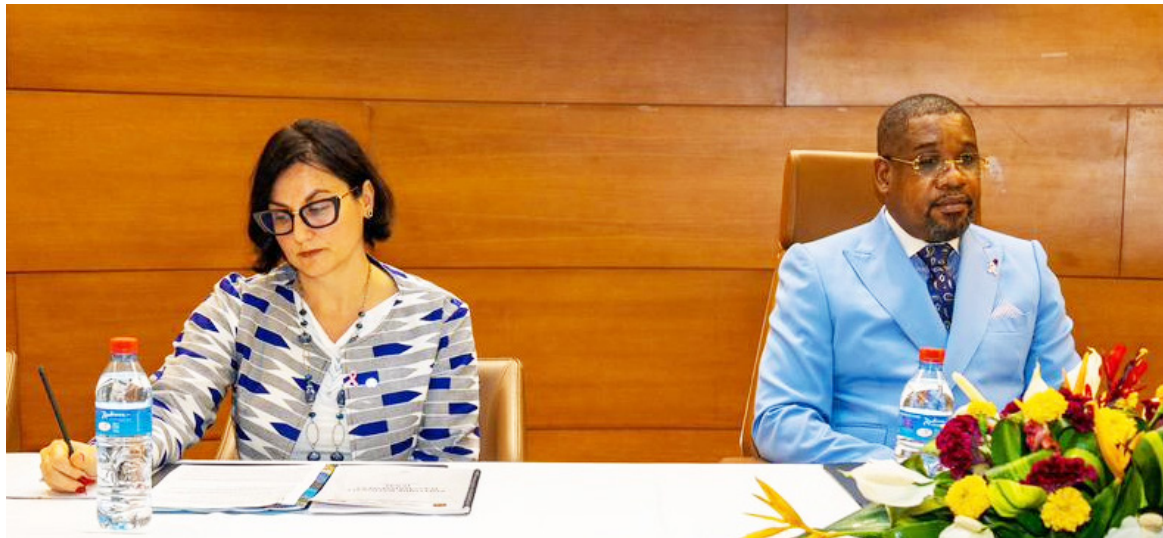
Le Congo doté d'une politique nationale

La Politique nationale d'assainissement (PNA) 2026-2030, validée le 14 octobre à Brazzaville au cours d'un atelier, vise, entre autres, à réduire les maladies liées à l'insalubrité, protéger l'environnement face aux enjeux climatiques, stimuler l'économie circulaire et créer des emplois verts.

La validation de la PNA s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'une des recommandations de la première Conférence sur l'assainissement urbain en République du Congo. L'atelier de validation de cette politique a été organisé par le ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier en partenariat avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). Saluant l'engagement de toutes les parties prenantes, le ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier, Juste Désiré Mondelé a rappelé que cette politique vise également à renforcer la gouvernance en matière d'assainissement.

« Plus qu'un simple document technique, cette politique est une boussole stratégique pour l'atteinte des Objectifs de développement durable et un levier de transformation économique et sociale. Le gouvernement s'engage avec détermination, à mettre en œuvre cette politique, avec l'appui de tous nos partenaires, pour bâtir un cadre de vie plus sain et prospère au profit de nos concitoyens », a-t-il déclaré se félicitant de l'accompagnement de la Banque africaine de développement (BAD) et de l'Unicef durant le processus d'élaboration de cette politique.

D'après lui, l'assainissement dépasse largement la simple



Le président des travaux Adiac

notion de propreté. Il est un pilier essentiel de la santé publique, de la dignité humaine, de la protection environnementale et un moteur de croissance économique. Il s'agit également, a souligné Juste Désiré Mondelé, d'un levier fort pour le développement

d'objectifs cohérents et réalistes. Elle vient combler un vide stratégique persistant, renforçant la coordination des acteurs, l'optimisation des ressources, et la rigueur dans le suivi des projets », a poursuivi le ministre.

cette politique passe par une approche inclusive et décentralisée, fondée sur la collaboration effective de tous. « Notre devoir est d'agir avec détermination, rapidité et rigueur. Il est impératif d'opérationnaliser cette politique à travers des plans d'action

« La Politique nationale d'assainissement validée aujourd'hui constitue désormais une référence claire pour l'action publique, réunissant tous les partenaires autour d'objectifs cohérents et réalistes. Elle vient combler un vide stratégique persistant, renforçant la coordination des acteurs, l'optimisation des ressources, et la rigueur dans le suivi des projets »,

durable, une force de transformation sociale, garantissant des villes et villages inclusifs, sains et résilients. « La Politique nationale d'assainissement validée aujourd'hui constitue désormais une référence claire pour l'action publique, réunissant tous les partenaires autour

Opérationnaliser la PNA à travers des plans d'action concrets

Il a, par ailleurs, salué la participation active des collectivités locales, de la société civile, du secteur privé et des partenaires au développement, car leur engagement démontre, a-t-il dit, que la réussite de

concrets, financés, suivis, évalués et documentés. Nous devons renforcer les capacités des acteurs locaux, adapter notre cadre législatif et réglementaire, et intensifier la sensibilisation pour des comportements exemplaires en matière d'hygiène et d'assainissement », a déclaré Juste Désiré Mondelé, précisant que l'ambition portée par cette politique est à la hauteur des besoins urgents des populations et des ODD.

Les participants ont exprimé des préoccupations relatives à l'implication des collectives locales, à l'absence d'un code de l'assainissement, ainsi qu'à la nécessité d'améliorer les approches en privilégiant une gestion de proximité et en mettant l'accent sur le changement de mentalité. La représentante résidente de l'Unicef au Congo, Mariavittoria Ballotta, a rappelé que la validation de la Politique nationale de l'assainissement marque une avancée straté-

gique pour le Congo, affirmant avec force sa volonté de faire de l'assainissement un pilier du développement humain.

« L'assainissement est bien plus qu'un enjeu technique ou sanitaire. C'est un catalyseur de progrès social, un levier puissant pour améliorer les conditions de vie, et un fondement essentiel pour garantir les droits des enfants. Un système d'assainissement efficace transforme la vie des enfants. Il réduit les maladies hydriques, améliore la nutrition, favorise la fréquentation scolaire et protège les plus vulnérables », a-t-elle rappelé.

La Politique nationale de l'assainissement 2024-2030 propose, a-t-elle souligné, une vision ambitieuse, portée par une gouvernance renforcée, un financement innovant et une mobilisation multisectorielle. Elle incarne l'engagement du gouvernement à faire de l'assainissement un droit effectif pour tous. « L'Unicef est fier d'accompagner cette dynamique, en étroite collaboration avec l'ensemble du système des Nations unies, pour soutenir le gouvernement dans la mise en œuvre de cette politique. Nous soutenons la mise en œuvre du programme d'assainissement inclusif 2026-2030, et travaillons avec le ministère pour mobiliser un fonds de garantie à travers une banque nationale, afin de faciliter l'accès au crédit pour les ménages et les PME dans les villes de Brazzaville, Kintélé et Pointe-Noire », a conclu Mariavittoria Ballotta.

Le président du Conseil départemental et municipal de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, a indiqué que face à la croissance urbaine rapide, une politique nationale cohérente et opérationnelle s'avère indispensable pour répondre aux défis de la gestion des déchets, des eaux usées et de l'urbanisme. Partenaire du gouvernement dans l'élaboration de cette politique, la BAD a réaffirmé son engagement à accompagner le Congo dans la mise en œuvre de la PNA et à mobiliser les instruments nécessaires pour soutenir les réformes dans le secteur.

Parfait Wilfried Douniama



Une vue des participants/DR